



**Dans le département : 194 emplois vacants !
74 emplois supprimés en 2010 !
Et maintenant les réquisitions de masse ! ASSEZ !**

C'est le massacre des services qui s'opère sous nos yeux. Conséquence des 194 postes vacants, on demande chaque jour aux agents de travailler toujours plus. Partout s'exprime un sentiment général d'exaspération : le point de rupture est proche. La réalité dans les services : harcèlement statistique, pressions croissantes sur les agents, polyvalence, mise en concurrence des agents entre eux, dégradation des ambiances de travail.

Et maintenant l'administration annonce 74 nouvelles suppressions d'emplois dans la DDFIP du 92, -49 C dans la filière fiscale ! Comment allons nous pouvoir travailler ? Comment le service public pourra-t-il être rendu ?

Et ce ne sont pas quelques plantes vertes, quelques boîtes de chocolats ou machines à café qui combleront les postes vacants et supprimés.

La CGT estime qu'il n'est plus possible d'accepter plus longtemps cette situation. Il faut maintenant dire à l'Administration et à son représentant départemental :

- **Retrait immédiat du plan de 74 suppressions d'emplois dans le département,**
- **Pourvoi sans délai des 194 postes vacants,**
- **Arrêt des pressions de tous ordres dans les services,**
- **Réduction des objectifs.**

Et c'est dans ce contexte que la DDFIP 92 décide de réquisitionner massivement les agents dans le cadre du plan de vaccination de la grippe A. Et a il a fallu attendre le mardi 8 décembre pour que soient respectées les dispositions légales rappelées dans la note DG du 4 décembre 2009, notamment la délivrance obligatoire d'un « arrêté nominatif et motivé de réquisition ».

On fait appel à notre « sens civique ».

Ceux qui tiennent ce discours, font-ils preuve de civisme quand ils suppriment 20 000 emplois de personnels soignants avec le plan Bachelot, quand ils ferment les hôpitaux, les dispensaires, les maternités, les centres de soins et réduisent année après année le nombre de médecins et d'infirmières. Ce sont eux et leurs prédécesseurs qui ont placé le pays dans cette situation désastreuse. Notre système de santé au bord de la rupture au quotidien s'avère désormais incapable de faire face à quelque événement sanitaire d'ampleur.

**Est-ce donc aux fonctionnaires, aux agents de la DGFIP, aux populations
de faire les frais d'une telle situation ?**

Les véritables objectifs de ce dispositif ne sont-ils pas donnés par le Ministre Hortefeux lui-même dans la lettre qu'il a adressée aux préfets le 19/10/2009 : « *L'expérience que tireront les agents de l'Etat de leur participation à la campagne de vaccination constituera d'évidence, outre un enrichissement personnel lié à une mission citoyenne au service de la sécurité sanitaire de notre pays, un apport au renforcement de la culture et des pratiques administratives interministérielles qui sont désormais au cœur de l'action territoriale de l'Etat.* »

En somme les réquisitions pour la pandémie constituent une **expérimentation grandeur nature de la mobilité** sous l'autorité du préfet, c'est-à-dire le démantèlement des administrations nationales et la remise en cause des droits et statuts. Nous exigeons

- **L'arrêt des réquisitions**
- **Le strict respect du volontariat, accompagné des garanties en matière d'indemnisation, des frais de repas et déplacements, le respect des plannings et des congés.**

La coupe est pleine !

Seule la mobilisation la plus massive permettra de faire respecter nos droits et d'obtenir la satisfaction de nos revendications.

Pour nous faire entendre, portons nos revendications ensemble à l'occasion du CTP départemental sur les suppressions d'emplois :

**Tous en grève et au rassemblement appelé conjointement
par la CGT et FO-DGFIP
lundi 14 décembre 2009 à 9h00,**

Espace Chevreul, 97-109, avenue de la Liberté à Nanterre -RER Nanterre Préfecture-